

Le Combat Syndicaliste

CNT-AIT

Pages confédérales

**Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs**

INMINENTE ATAQUE A RADIO UNIVERSIDAD

LA UNICA ESTACION QUE MANTIENE EL PUEBLO DE OAXACA
POLICIA FEDERAL VIOLA LA AUTONOMIA UNIVERSITARIA
HACEMOS UN LLAMADO A TODOS LOS PUEBLOS DEL MUNDO,
A TODOS LOS UNIVERSITARIOS DEL PAIS DEL MUNDO



International

P4 :
*Sur le sionisme
et le conflit
au Moyen-Orient*

P8 :
*Mexique,
Le peuple
d'Oaxaca face
à violence
d'État*

En France

P10 :
*Aubade:
Quand
les ouvrières
du slip
se font jeter
comme
des vieilles
culottes*

P12 :
*Quand hiver
rime avec...
misère*



CNT - AIT

Association Internationale des Travailleurs

*AIT, NSF boks 1977 Vika,
n-0121 Oslo, Norvège.*

Confédération Nationale des Travailleurs

*Pour tout contact sur le
plan nationale,
s'adresser à:*

*CNT-AIT
(bureau confédéral),
rue St Remesy
31000 Toulouse.*

Adresse du site Web de la
confédération

<http://www.cnt-ait-fr.org>

Vous y trouverez les liens
confédéraux et internatio-
naux de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur: Michel Maza
Imprimerie spéciale
CNT-AIT.

Réalisation
des pages confédérales:
CNT-AIT,
18 rue Jean-Baptiste
Carreau, 64000 Pau.

Abonnements :
1 an (6 n°) : 7,5 euros
Soutien: 15 euros
Chèques à l'ordre
de la CNT-AIT.
Voir pages régionales

Edito

Un seul sujet compte, désormais, la campagne présidentielle. Solution unique à tous nos problèmes, le choix de notre nouveau maître doit sceller le « sort de la France ».

Force est de constater que cette sur-médiatisation porte, en partie, ses fruits : nombre de conversations du quotidien porte la marque de ce conditionnement. Comme à l'accoutumé, aux veilles des présidentielles, les mouvements sociaux disparaissent du tube cathodique mais aussi, hélas, de notre quotidien. Faute aux syndicats institutionnels, bien sûr, la conception léniniste du « syndicat, 5^{ème} roue de la charrette » perdue : priorité à la politique pour l'accession au pouvoir. Faute également à beaucoup d'entre nous, obnubilés par les débats pipés des présidentielles, en attente d'on ne sait quoi, triste réalité : mobiliser en tant d'élection est plus difficile. C'est pourtant le moment où le pouvoir est le plus vulnérable dans les démocraties parlementaires. Jamais nos dirigeants ne sont plus enclins à l'écoute et aux concessions...

L'illusion que les élections peuvent changer les choses a d'autres effets pervers. Elle nous place dans une

impasse, qui limite notre imagination politique à des choix par défauts, pour le moins pire « des candidats et des programmes ». Vote de refus ou vote utile, les discours véhiculés par les partis s'inscrivent dans une logique institutionnelle qui réduit les idées et les valeurs à quelques réformes, quelques mesures précises dont chacun constate qu'elles ne changeront pas radicalement la réalité de notre quotidien.

Ainsi, les partis de gouvernements se partagent les rôles, déclinant l'idéologie libérale à différentes sauces. Il faut toute l'ingéniosité des experts en communication pour les différencier. Reste que les « réalisations » de la majorité actuelle (sécurité sociale, retraites, flexibilité accrue, sécurité, privatisation des services publics...) ne font qu'honorer les engagements nationaux et internationaux pris par le gouvernement de la gauche plurielle, avant 2002 – Cf. LOLF, sommets de Seattle, de Lisbonne et de Barcelone. Dans l'alternance, aussi, les rôles sont bien partagés...

A coté, la gauche « anti-libérale » joue sur le rejet de ce programme... mais ne propose rien d'autre qu'un replâtrage du système, une pâle réplique du programme commun de la gauche pour les législatives de 1978...

L'utopie est enterrée, la réforme admise comme une évidence : taxe Tobin, interdiction des licenciements, voilà l'espoir que l'on nous offre, pas plus aguichant qu'une soirée verveine devant Navarro.

Reste Le Pen. Celui-là est d'autant plus serein qu'il devient de plus en plus difficile à diaboliser, puisque tous les candidats piochent plus ou moins dans ses thèmes de campagne. Son électorat ne s'émiette pas, son principal problème n'est pas chez ceux qui votent. Au soir du deuxième tour de l'élection de 2002, il fut le seul à constater que le taux d'abstention était le même qu'en 1995, pour Chirac/Jospin. Entre 30 et 40 % des français ne croient plus aux politiques mais ne veulent pas de Le Pen, non plus. A ceux-là, il faut proposer d'autres perspectives en complète rupture avec le système électoral.

Cette rupture doit passer par une réflexion sur les luttes sociales, nous devons nous donner les moyens d'être efficaces. Nous savons bien que « l'après 2007 » sera rude. Bien conseillés par les spécialistes (Cf. cahier n° 13 de l'OCDE), les dirigeants sont conscients que les deux années qui suivront l'élection seront les plus propices pour imposer de nouvelles attaques anti-sociales, qui

arqueront une dégradation accrue de nos conditions de vie. Depuis plus de vingt ans, les mouvements sociaux, seuls à même de les contrer, n'ont pas trouvé d'expressions efficaces. Incapables de nous autogérer, sur une échelle qui dépasse le niveau local, nous sommes à la merci de directions syndicales qui sabordent des luttes qui, pourtant, ont gagné en ampleur. L'immense mouvement de 2003 a ainsi laissé un goût amer chez tous les participants. Les mobilisations de solidarité avec les étudiants, autour du CPE, prennent la couleur d'une lutte par procuration, comme si les travailleurs – persuadés de ne pouvoir agir eux-mêmes – s'en remettaient à ceux qui, loin des contraintes financières, peuvent se mobiliser à l'abri des syndicats institutionnels : les étudiants. Les partisans de la gauche anti-libérale ont cru se voir pousser des ailes lors du référendum sur la constitution européenne, mais, là encore, le « non » majoritaire n'était-il pas surtout l'expression d'un « ras le bol » de ce que l'on nous impose bien plus que la reconnaissance de leurs programmes inexistantes ?

La masse des mécontents est perdue, sans perspective, tout comme cette « jeunesse des quartiers difficiles » en profonde ré-

volte mais qui n'arrive pas à s'organiser de façon autonome.

Nous devons réfléchir sur le sens de nos luttes et la méthode qui nous permettra de nous organiser de façon autonome. Court-circuiter les syndicats institutionnels pour redonner toute sa force au mouvement social, mais aussi, élaborer un projet de société révolutionnaire, basé sur les idées anti-capitalistes et anti-autoritaires, voilà l'enjeu qui doit mobiliser nos énergies. Nous ne pouvons faire l'économie ni de l'un, ni de l'autre. L'utopie est nécessaire, elle donne une perspective à long terme, seule capable de donner du crédit à la radicalité. Un fonctionnement autogéré est indispensable, car lui seul peut nous permettre de nous défendre et envisager qu'un changement est possible en dehors, et en dehors seulement, des logiques politiques et institutionnelles. Le consensus autour de la démocratie libérale s'effondre, il y a de la place pour une démarche en rupture et révolutionnaire, encore faut-il que nous lui donnons de la pertinence en prouvant son efficacité dans la résistance aujourd'hui, et sa capacité de proposition d'une autre société, pour demain.



Sur le sionisme et le conflit au Moyen-Orient

Un seul sujet compte, désormais, la campagne présidentielle. Solution unique à tous nos problèmes, le choix de notre nouveau maître doit sceller le « sort de la France ».

Force est de constater que cette surmédiation porte, en partie, ses fruits : nombre de conversations du quotidien porte la marque de ce conditionnement. Comme à l'accoutumé, aux veilles des présidentielles, les mouvements sociaux disparaissent du tube cathodique mais aussi, hélas, de notre quotidien. Faute aux syndicats institutionnels, bien sûr, la conception léniniste du « syndicat, 5^{ème} roue de la charrette » perdure : priorité à la politique pour l'accession au pouvoir. Faute également à beaucoup d'entre nous, obnubilés par les débats pipés des présidentielles, en attente d'on ne sait quoi, triste réalité : mobiliser en tant d'élection est plus difficile. C'est pourtant le moment où le pouvoir est le plus vulnérable dans les démocraties parlementaires. Jamais nos dirigeants ne sont plus enclins à l'écoute et aux concessions...

L'illusion que les élections peuvent changer les choses a d'autres effets pervers. Elle nous place dans une impasse, qui limite notre imagination politique à des choix par défauts, pour le moins pire « des candidats et des programmes ». Vote de refus ou vote utile, les discours véhiculés par les partis s'inscrivent dans une logique institutionnelle qui réduit les idées et les valeurs à quelques réformes, quelques mesures précises dont chacun constate qu'elles ne changeront pas radicalement la réalité de notre quotidien.

Ainsi, les partis de gouvernements se partagent les rôles, déclinant l'idéologie libérale à différentes sauces. Il faut toute l'ingéniosité des experts en communication pour les différencier. Reste que

les « réalisations » de la majorité actuelle (sécurité sociale, retraites, flexibilité accrue, sécurité, privatisation des services publics...) ne font qu'honorer les engagements nationaux et internationaux pris par le gouvernement de la gauche plurielle, avant 2002 – Cf. LOLF, sommets de Seattle, de Lisbonne et de Barcelone. Dans l'alternance, aussi, les rôles sont bien partagés...

A coté, la gauche « anti-libérale » joue sur le rejet de ce programme... mais ne propose rien



d'autre qu'un replâtrage du système, une pâle réplique du programme commun de la gauche pour les législatives de 1978... L'utopie est enterrée, la réforme admise comme une évidence : taxe Tobin, interdiction des licenciements, voilà l'espoir que l'on nous offre, pas plus aguichant qu'une soirée verveine devant Navarro.

Reste Le Pen. Celui-là est d'autant plus serein qu'il devient de plus en plus difficile à diaboliser, puisque tous les candidats piochent plus ou moins dans ses thèmes de campagne. Son électorat ne s'émiette

pas, son principal problème n'est pas chez ceux qui votent. Au soir du deuxième tour de l'élection de 2002, il fut le seul à constater que le taux d'abstention était le même qu'en 1995, pour Chirac/Jospin. Entre 30 et 40 % des français ne croient plus aux politiques mais ne veulent pas de Le Pen, non plus. A ceux-là, il faut proposer d'autres perspectives en complète rupture avec le système électoral.

Cette rupture doit passer par une réflexion sur les luttes sociales, nous devons nous donner les moyens d'être efficaces. Nous savons bien que « l'après 2007 » sera rude. Bien conseillés par les spécialistes (Cf. cahier n° 13 de l'OCDE), les dirigeants sont conscients que les deux années qui suivront l'élection seront les plus propices pour imposer de nouvelles attaques anti-sociales, qui marqueront une dégradation accrue de nos conditions de vie. Depuis plus de vingt ans, les mouvements sociaux, seuls à même de les contrer, n'ont pas trouvé d'expressions efficaces. Incapables de nous autogérer, sur une échelle qui dépasse le niveau local, nous sommes à la merci de directions syndicales qui sabordent des luttes qui, pourtant, ont gagné en ampleur. L'immense mouvement de 2003 a ainsi laissé un goût amer chez tous les participants. Les mobilisations de solidarité avec les étudiants, autour du CPE, prennent la couleur d'une lutte par procuration, comme si les travailleurs – persuadés de ne pouvoir agir eux-mêmes – s'en remettaient à ceux qui, loin des contraintes financières, peuvent se mobiliser à l'abri des syndicats institutionnels : les étudiants. Les partisans de la gauche anti-libérale ont cru se voir pousser des ailes lors du référendum sur la constitution européenne, mais, là encore, le « non » majoritaire n'était-il pas surtout l'expression

d'un « ras le bol » de ce que l'on nous impose bien plus que la reconnaissance de leurs programmes inexistantes ?

La masse des mécontents est perdue, sans perspective, tout comme cette « jeunesse des quartiers difficiles » en profonde révolte mais qui n'arrive pas à s'organiser de façon autonome. Nous devons réfléchir sur le sens de nos luttes et la méthode qui nous permettra de nous organiser de façon autonome. Court-circuiter les syndicats institutionnels pour redonner toute sa force au mouvement social, mais aussi, élaborer un projet de société révolutionnaire, basé sur les idées anti-capitalistes et anti-autoritaires, voilà l'enjeu qui doit mobiliser nos énergies. Nous ne pouvons faire l'économie ni de l'un, ni de l'autre. L'utopie est nécessaire, elle donne une perspective à long terme, seule capable de donner du crédit à la radicalité. Un fonctionnement autogéré est indispensable, car lui seul peut nous permettre de nous défendre et envisager qu'un changement est possible en dehors, et en dehors seulement, des logiques politiques et institutionnelles. Le consensus autour de la démocratie libérale s'effondre, il y a de la place pour une démarche en rupture et révolutionnaire, encore faut-il que nous lui donnons de la pertinence en prouvant son efficacité dans la résistance aujourd'hui, et sa capacité de proposition d'une autre société, pour demain.

Pour être honnête je peux dire que je ne considère pas le débat sur le sionisme et le Moyen-Orient comme très actuel. Si j'étais israélien, le nationalisme de « mon » état pourrait m'inquiéter et sans doute passerai-je du temps à polémiquer à ce propos. Mais Israël est loin de moi et de mon pays. Et nous avons ici beaucoup de problèmes locaux.

Je me suis pourtant décidé à intervenir sur le sujet dans le

seul but de dire la vérité et parce que c'était une bonne occasion de présenter et d'illustrer le point de vue anarchiste sur ce qu'on appelle la « question nationale ». C'est un point sur lequel il existe beaucoup de confusions dans l'anarchisme moderne et à mon avis il y a trop de partisans des différents « mouvements de libération nationale » dans le milieu libertaire. C'est l'une des mauvaises influences du marxisme. Mais revenons au sionisme et problème israélo-palestinien. Il n'y a probablement personne qui puisse remettre en cause l'idée



que le sionisme est l'une des formes du nationalisme. Et si quelqu'un considère que le nationalisme est une chose valable, je n'ai pas envie de poursuivre la discussion avec lui. L'idée de l'existence de nations séparées, avec des intérêts communs, des destinées et des cultures singulières est pour moi un délire de sadomasochistes malades qui ne peuvent qu'être soignés dans les institutions médicales adéquates. La même chose est vraie pour les partisans paranoïaques des supposées « conspirations juives internationales ». On ne continuera la discussion qu'avec ceux qui sont d'accord avec ces présupposés.

Mettons les points sur les « i » à propos du conflit israélo-palestinien et sur la guerre ré-

cente entre Israël et le Hezbollah au Liban. De nombreux libertaires et gauchistes affirment leur solidarité avec les « peu-les palestiniens et libanais ». Mais qu'est ce que la peuple « libanais » ou le peuple « palestinien » ? Ces catégories ne sont pas des catégories de classe. Que peuvent avoir de commun les riches et puissants dirigeants du Hamas, de l'OLP et du Hezbollah et les hommes et les femmes ordinaires qui subissent l'oppression de leurs ennemis de classe ?

D'un point du vue internationaliste il n'existe pas de « bons » et de « méchants » dans les conflits internationaux, et tout d'abord parce que l'internationaliste ne peut et ne doit accepter la logique même de la « responsabilité collective ». « Ils » sont tous bons ou tous mauvais, telle est la logique du nationalisme, la même qui mène à Auschwitz quand on la pousse jusqu'au bout. Aucun peuple ne peut opprimer un autre peuple dans son ensemble. C'est l'autorité (le pouvoir politique, économique ou idéologique) qui opprime. Nous devons opposer à la logique « un peuple contre un autre », une logique différente : les opprimés de tous les peuples contre les oppresseurs, les exploités contre les exploités. Notre patrie est le monde entier, notre loi est la liberté comme le dit un vieux chant anarchiste.

Lénine et les autres étatistes pouvaient autant qu'ils le voulaient distinguer entre le mauvais nationalisme d'une nation qui oppresse et le bon nationalisme progressiste d'une nation opprimée. Pour moi il ne peut y avoir de nationalisme bon ou progressiste. Tout nationalisme est le pire ennemi de l'émancipation humaine et du libre développement de la personnalité humaine sur lesquels il fait peser les chaînes de la responsabilité collec-

(suite page 6)

(suite de la page 5)

tive. Appliquée à la situation du Proche-Orient, cela montre que le nationalisme israélien (le sionisme), le nationalisme arabo-palestinien, le fondamentalisme islamique du Hamas et du Hezbollah sont tous réactionnaires et barbares par définition. Je ne peux soutenir aucun des deux, ni l'état israélien ni le probable état palestinien, pas plus que l'état libanais ou un khalifat islamique. Une position unilatérale dans ce conflit est intolérable pour tout véritable internationaliste.

Les opposants à la politique d'Israël soutiennent que l'état israélien pratique l'apartheid et le terrorisme d'état. C'est vrai. Mais où avez-vous vu un état qui mène une « bonne » politique ? Les états sont des états, des hommes qui gouvernent d'autres hommes, et c'est tout. Les mouvements nationaux palestiniens aspirent eux aussi à leur propre état et cet état ne peut

être meilleur que les autres y compris que celui d'Israël. Il est intolérable de soutenir la libération nationale arabo-palestinienne qui sera aussi étatique et intolérante que le sionisme et les autres nationalismes vis à vis des dissidents.

Les juifs d'Israël ont droit à un état propre disent les uns. Les Arabes de Palestine aussi répondent les autres. Je me moque de cette logique. On ne peut considérer que l'existence d'un état propre rende heureux et libre l'un ou l'autre de ces peuples. La langue qu'utilisent les exploités et oppresseurs n'est pas très importante. Et si c'est dans ta langue, ta situation ne sera ni meilleure ni plus facile. Le maître reste toujours le maître.

Bien sûr les répressions de l'état d'Israël contre les populations civiles palestiniennes et libanaises sont terribles et doivent être condamnées. Mais les actes de terrorisme de masse des nationalistes palestiniens et les tirs de missiles du Hezbollah contre la population civile israélienne méritent aussi une condamnation.

Une vie humaine est toujours une vie humaine. Je trouve indigne de jouer sur les chiffres: qui tue le plus est pire, qui tue le moins est meilleur et plus « humaniste ». Les morts « bons » ou « mauvais » ou « meilleurs » n'existent pas. La mort est toujours la mort.



Les admirateurs de la « libération nationale » considèrent que les actions des kamikazes nationalistes palestiniens sont le résultat d'une situation désespérée et désolante. Cela signifie que les Israéliens eux-mêmes sont coupables de ces actions. mais ces opinions sont franchement amORALES et puent le fascisme. Aucun désespoir ne peut excuser le meurtre de masse de populations civiles par des terroristes nationalistes. Ces actions sont aussi anti-humaines et anti-prolétariennes que les politiques répressives de l'état terroriste qui cause le désespoir. Il n'est pas possible de soutenir les actes terroristes et profascistes qui partent de l'idée de la responsabilité col-

lective des peuples en général pour les crimes de leurs chefs.

Bien sûr les amis de Sharon sont des fascistoïdes. Mais les nationalistes palestiniens et les fondamentalistes islamistes sont aussi fascistoïdes, (ce n'est pas un hasard si le Hamas propage le célèbre « protocole de Sion » sur la fictive « conspiration juive internationale » et que le Hezbollah utilise un salut nazi). Les premiers ordonnèrent la répression contre les habitants arabo-palestiniens qui étaient « parents de terroriste ». Les seconds tuent les juifs « en tant que juifs » y compris les Juifs d'Israël qui sont contre la politique

nationaliste de leur « propre » état. Ils tuent sans distinction. On sait qu'ils tuent plus de civils que de soldats. Dans la société palestinienne, les groupes armés nationalistes éliminent leurs adversaires sans hésitation. Tout doit être soumis aux objectifs de la lutte nationale sous le leadership des chefs palestiniens: les actions sociales de la population ont cessé depuis long-

temps, il n'y pas de grèves des ouvriers palestiniens contre leurs patrons arabes. Seuls les actes terroristes demeurent - des deux côtés.

De plus il semble que les nationalistes des deux côtés s'entendent et coopèrent, tuant éventuellement les esclaves de l'autre camp. On sait que l'état israélien appuya parfois le Hamas pour affaiblir le très « modéré » Arafat. Usurpant l'influence sur la société palestinienne, les islamistes et les fondamentalistes initièrent une nouvelle escalade du nationalisme et du terrorisme, le terrorisme d'état israélien répondit, etc... Nouveaux attentats, nouvelles armes et par conséquent nouveaux bénéfices!

rafat n'était pas pour rien l'homme le plus riche de Palestine.

La question des réfugiés n'est pas le moindre des arguments dans le conflit israélo-palestinien. On sait qu'Israël expulsa quelques 750 mille Palestiniens et c'est authentiquement affreux : ce n'était pas une abstraction mais des personnes bien réelles qui perdirent leur toit! Mais ce genre d'actes est caractéristique de tous les états. Les vainqueurs de la seconde guerre mondiale expulsèrent d'Europe de l'Est des millions d'Allemands parce que certains d'entre eux furent fascistes. « Tous » les expulsés payèrent pour une partie d'entre eux, ce fut encore une « faute collective ». Je n'ai aucun doute sur le fait que si le camp arabe avait gagné la guerre de 1948, 600 000 Juifs auraient été expulsés. Et les « Juifs » ne sont ni meilleurs ni pires que les « Arabes ». On parle souvent dans les milieux de gauche des massacres de masse des habitants de la Palestine. Mais il n'en existe pas moins des exemples analogues de massacres perpétrés par les nationalistes arabes à l'encontre des Juifs. Il suffit de se rappeler les massacres d'ouvriers juifs des raffineries de Haïfa peu de temps après la seconde guerre mondiale. Et que dire des pogroms de masse anti-Juifs en Palestine dans les années 20 et 30 ?

Je considère le débat sur la possession de la terre d'Israël et de Palestine comme une absurdité absolue. La Terre n'appartient à personne, elle appartient à tout le monde comme le disaient les anciens paysans communautaristes russes. Il y a assez de place pour tous, si tous les peuples apprennent à vivre en harmonie et à cultiver la terre en paix. L'histoire même du conflit palestinien montre de façon convaincante toute l'impasse de l'option nationaliste. Les immigrants juifs établis en Palestine (nombre d'entre eux souhaitaient vivre en communauté) construisirent leurs colonies sur des terres achetées à des nobles ara-



bes. Ainsi les paysans arabes perdirent les terres qu'ils cultivaient mais les nobles les distraire de leur colère liée à leur problème de classe (c'est en effet un problème de classe lorsque les seigneurs vendent les terres de « leurs » paysans) en les focalisant sur la question de l'immigration juive. D'autre part les ouvriers juifs immigrants étant pour la majeure partie sous le contrôle des dirigeants nationalistes (sionistes) sociaux-démocrates, ils ne firent rien pour établir des contacts internationalistes avec les travailleurs arabes. Ainsi les deux nationalismes se renforcèrent en lieu et place de la lutte de classes. Choisir entre deux nationalismes, c'est choisir entre la peste et le choléra, les deux tuent.

En résumé, l'unique résolution possible des problèmes israélo-palestiniens consiste en une lutte

anti-nationaliste pour l'émancipation sociale, humaine et personnelle. Aucune autre solution n'existe. Il n'est pas possible de séparer un nationalisme quelconque de l'existence même de l'état et du capitalisme. Nous pouvons seulement en appeler aux travailleurs et aux travailleuses d'Israël et de Palestine: qu'ils se lèvent une fois pour toutes contre leurs gouvernements et dirigeants corrompus, criminels et terroristes pour parvenir à une coopération et une aide mutuelle et non à la guerre – pour en terminer une fois pour toute avec cet enfer et cette folie. Cessons le délire sur « le droit des nations à l'autodétermination » ! Notre « nation » est l'humanité, notre patrie est la terre mère.

Vadime Damier

*Militant du KRAS,
Section russe de l'AIT*

Mexique

Le 14 juin 2006, alors que près de 12000 des 40 000 instituteurs de l'État de Oaxaca en grève depuis le 22 mai occupent pacifiquement la place centrale de la capitale de l'État, la police charge brutalement (92 blessés). C'est spontanément que des centaines de milliers d'habitants de l'État s'insurgent en portant aide aux instituteurs. Ils occupent et barricadent les rues de la capitale (Oaxaca) et une trentaine de mairies. La police est défaite.

Aux revendications salariales des enseignants (hausse des salaires et embauches) s'ajoute celle des insurgés : la démission du gouverneur Ulises Ruiz Ortiz.

L'Assemblée Populaire du Peuple d'Oaxaca

Les insurgés se dotent dès le 23 juin d'une structure politique : l'Assemblée Populaire du Peuple d'Oaxaca (APPO). Elle est constituée par des délégués de quartiers, des représentants des communes de l'État, des représentants de près de 400 organisations (communautés indigènes, syndicats et associa-

tions civiles), des individus, des artistes, des libertaires, des membres de partis politiques etc. L'APPO désigne une commission pour les négociations. Celle-ci traite directement avec l'État Fédéral (sis à Mexico DF). Elle rend compte à l'Assemblée qui, elle seule, prend les décisions. Le vote est à la majorité. Le consensus est recherché. Il est souvent majoritaire. Les assemblées sont ouvertes à tous.



Le mouvement

L'APPO lance, avec succès, une campagne de désobéissance civile. Les points stratégiques de la ville et les établissements publics sont barricadés, ainsi que des lieux symboliques comme des hôtels de luxe et le palais gouvernemental qui est

vide. Les insurgés contrôlent toute la ville. Radio Universidad informe régulièrement les habitants. Le mouvement se durcit encore lors des élections fédérales du 2 juillet.

Il s'affirme de plus en plus indépendant des pouvoirs de l'État. Il devient un « gouvernement » alternatif réel. C'est un mouvement plus avancé encore dans son organisation sociale et dans ses initiatives que celle du Chiapas en 1994. De

nombreuses commissions comme celle de l'hygiène, de la santé, de la cuisine et de l'approvisionnement, de la surveillance et de la sécurité sont les gestionnaires de la ville. Elles dépendent toutes de l'APPO. De nombreuses radios et des journaux sont mis à la disposition des oaxacais.

La solidarité entre toutes les communes de l'État (argent, nourriture etc.) montre à quel point le mouvement est général. La vie à Oaxaca continue (sans les touristes).

Les médias (mexicains et autres) oubliant ou calomniant le mouvement, pour éviter l'isolement, les insurgés organisent une rencontre internationale. Suit une marche sur Mexico DF (capitale fédérale).

La répression

Le 22 juillet, la station de radio Universidad est attaquée par des paramilitaires. Le 1er août encore des paramilitaires attaquent un studio de télévision occupé par des femmes ; le 9, trois membres de l'APPO « disparaissent », un enfant et un employé municipal sont tués.

Puis, tout au long des semaines suivantes, se succèdent les disparitions, les emprisonnements, les tortures et les meurtres. La pratique argentine des escadrons de la mort est en action (depuis les disparitions jusqu'aux tirs de « civils » depuis des camionnettes en marche).

Le 21 août, l'état de siège est décrété. Le 26 octobre ; 31 000 instituteurs votent pour la reprise du travail (20 200 contres). Le 27 octobre, les militaires sont prêts à intervenir. La ville est encerclée. Le 29, la police militarisée entre dans la ville et reprend la place centrale. On compte une vingtaine de morts, des centaines de blessés et une centaine de disparitions. Le 2 novembre, cette même police attaque l'Université et la radio où l'APPO s'est retranchée. Ce jour-là, la police militarisée est repoussée. De nombreuses communes de l'État sont encore aux mains des insurgés.

Le zapatisme

C'est dans ce même esprit qu'existe le mouvement insurrectionnel de Oaxaca : une aspiration profonde à une autonomie dans le cadre d'une démocratie participative. Ce n'est pas à proprement parler une idéologie mais plutôt un pragmatisme issu de siècles de pratiques culturelles indienne et paysanne.

Le regroupement dans l'AP-



PO de toutes les tendances politiques et culturelles est une gageure qu'a su tenir pendant un certain temps la commune d'Oaxaca. Mais dès que la grève des instituteurs cesse, les divergences politiques, réunies jusqu'alors par le consensus, deviennent évidentes. La partie radicale de l'APPO s'oppose

plus ouvertement à celle liée au Parti de la Révolution Démocratique (à gauche) et aux forces du capitalisme de façon plus générale.

C'est donc une APPO au bord de la division que l'État Fédéral va combattre tout ce mois de novembre.

Aujourd'hui, 1^{er} décembre

Les radios et télévisions françaises nous font part de la houle parlementaire qui règne à Mexico DF pour l'intronisation contestée du nouveau président. Des barricades désertées devant l'Université de Oaxaca ou des flics entrant dans les locaux de la radio occupée, il n'en est pas question. La ville est reprise, toutes les maisons sont fouillées, de nombreux habitants arrêtés pour délit de droit commun, d'autres violentés ou violés, des prisonniers sont déportés vers les États du Nord. La soldatesque s'en donne à coeur joie...

SOURCES : principales sources : sections de l'AIT, <http://www.risal.collectifs.net>, <http://meeting.senoneve.ro.net> et <http://paris.indymedia.org/>

Syndicat Intercorporatif
de Marseille

Les ouvrières du slip se font jeter comme des vieilles culottes

Le 4 octobre, les salariés de l'entreprise textile *Aubade* ont appris le licenciement, prévu début 2007, de 180 personnes, sur les 283 ouvrières du département de la Vienne. Ce plan social sera réparti entre les 2 sites de Saint-Savin et de la Trimouille (53 salariés) qui disparaîtra. L'entreprise a été rachetée l'an passé par un groupe financier suisse, *Calida*, qui se disait intéressé par les réussites d'*Aubade* et la rentabilité de ses sites. Aujourd'hui, les véritables motivations éclatent au grand jour : se faire du pognon quitte à sacrifier les salariés en conservant un nom prestigieux, mais en délocalisant la production. Le patron a expliqué que 95 % de l'assemblage sera délocalisé et justifie cette stratégie en mentant sur les résultats de l'entreprise. La délocalisation permettrait simplement d'accroître les profits de 1,3 millions d'euros³.

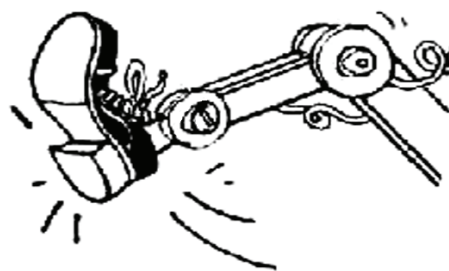
Marylène, 38 ans de boîte, résume la situation : « *Moi, j'ai tout donné ici, je suis rentrée à 16 ans. A mon sens, on est des pions. Les Suisses*

ont acheté la marque et leurs actionnaires veulent un retour sur investissement. Je sais que je ne retrouverai pas de travail. »² Une nouvelle fois, les patrons pressurent et jettent les travailleurs pour satisfaire les actionnaires. Il s'agit d'un énième plan de licenciements boursiers car *Calida* a augmenté son chiffre d'affaires (135 millions d'euros) de 61 % par rapport à l'an passé² et l'action a gagné 19 %³.

Chez les salariés, résignation et écoeurement prennent un peu l'ascendant sur la rage. Les ouvrières se sont refusées à « *saloper le travail* », mais ont décidé de boycotter la prime de rendement et de ralentir leur production. Les ouvrières se relaient pour empêcher le départ du matériel vers la Tunisie. Un premier camion a dû faire machine arrière le 5 octobre. Certaines expliquent que la délocalisation de la production est déjà bien entamée, mais que cela n'empêche pas la direction de placer des étiquettes « *made in France* » sur la lingerie fine pour conserver une image de marque⁴.

Forcément, comme le drame se joue en Poitou-Charentes, la candidate Royal est un peu obligée d'intervenir en promettant de participer au blocage de l'usine !⁴ Avec acharnement, elle a pu arracher aux griffes du méchant patron... un moratoire jusqu'en décembre. Une ouvrière, dont le mari vient d'être licencié dans une autre boîte, commente laconiquement : « *Les politiques, je compte pas sur eux. Limiter la casse, comme ils le disent, on n'y arrivera pas.* »⁴ Côté syndicat, les élus ont refusé de signer le P.V. du dernier comité d'entreprise, mais devant la faiblesse de la syndicalisation et de leur légitimité, ils risquent de devoir concéder l'organisation d'une assemblée générale⁵.

Dans la région, la solidarité s'organise, mais la mobilisation demeure modeste. Pourtant, face à cette situation dramatique et largement partagée dans le reste du pays⁶, il faudrait sérieusement taper du poing sur la table pour mettre un terme à ce carnage industriel. Dans le Loiret, des ex-salariés de Duralex ont dû séquestrer pendant 24 heures le nou-



veau directeur du site pour obtenir le versement d'une partie de leurs indemnités de licenciement⁷.

Au-delà du problème de l'emploi, c'est celui du salariat et de la soumission des travailleurs aux intérêts d'une classe dirigeante de privilégiés qu'il faut poser. Il est inacceptable que l'on puisse briser des centaines de vie pour accroître les profits de quelques personnes. Face à nos adversaires, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes car l'État se placera toujours du côté des puissants : à Nouzonville (Ardennes), 240 CRS ont chargé les ou-

vriers de Thomé-Génot qui occupaient leur usine pour protester contre la fermeture de l'usine⁸. Les manifestations de solidarité devraient se développer et réclamer la fin de ce système qui écrase les individus.

1 - « Aubade délocalise en Tunisie : 180 ouvrières vont être licenciées », *La Nouvelle République* (Poitiers), 5 octobre 2006.

2 - « Chez Aubade : après la stupeur le temps de la résignation », *La Nouvelle République* (Poitiers), 6/10/2006.

3 - « Le plan social d'Aubade provoque un traumatisme dans la Vienne », *Le Monde*, 31/10/2006.

4 - « La lingerie Aubade au 36^e dessous », *Libération*, jeudi 2/11/2006.

5 - « Les ouvrières d'Aubade ne cèdent pas », *La Nouvelle République* (Poitiers), 13 octobre 2006

6 - Notamment dans les Ardennes où se sont déroulées des manifestations pour dénoncer le sinistre économique. « Ferme mise en garde des ouvriers », *Libération*, 6/11/2006.

7 - « Prise d'otage payante à Durallex », *Libération*, 16 novembre 2006.

8 - « Les CRS ont chargé, on n'est pas des terroristes », *Libération*, 14/11/2006.

Syndicat intercorporatif
de Châteauroux

Quand Hiver rime avec... misère

Après une focalisation sur la Coupe du Monde de foot ou les petites phrases de pré-campagne électorale, baisse des températures et trêve des expulsions aidant, les Médias se rappellent qu'il existe des sans-abri dans notre pays. Pourtant, la misère n'est pas un phénomène saisonnier et la chaleur estivale est par exemple problématique pour les SDF.

L'exclusion liée à la pauvreté est une souffrance quotidienne qui frappe des dizaines de milliers de personnes en France : si 7 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté¹, on estime le nombre de SDF à près de 100 000 personnes. En dehors de quelques attentions ponctuelles, notamment la polémique sur les tentes de sans-abri à Paris lancée cet été par Médecins du Monde, c'est l'approche de l'Hiver et son lot de morts de froid (une quinzaine l'an passé) qui invite les Français à s'intéresser un peu plus au sort de ceux qui vivent dans la rue.

Combien de sans-abri en France ?²

Évaluer une population d'exclus fluctuante, mobile et passant au travers du maillage administratif est forcément une opération délicate et approximative. Les estimations officielles

s'appuient sur une enquête réalisée une nuit de janvier 2001 dans les services d'hébergement et de repas selon laquelle le nombre de SDF serait de 86 000 personnes dont 16 000 enfants. Cette estimation ne compte pas : les non-francophones, ceux qui ne fréquentent pas ces services d'aide ou qui habitent dans une commune de moins de 20 000 habitants. En outre, un recensement sur une journée serait inférieur de 5 % à une estimation réalisée sur une semaine. Enfin, ne sont pas pris en compte les personnes occupant un bâtiment insalubre ou hébergées chez des proches faute de disposer d'un véritable logement. Ainsi 300 000 personnes vivent dans des conditions particulièrement précaires (129 000 en habitat mobile, 51 000 à l'hôtel, 41 000 dans un habitat provisoire, 80 000 hébergés chez une relation). Une exploitation de l'enquête *Santé 2003 a révélé que 800 000 personnes logées normalement avaient séjourné au moins une fois dans la rue ou dans un centre d'accueil.*

En bref, il faut se contenter d'une fourchette allant de 86 000 à 800 000 personnes faisant la difficile expérience d'une nuit passée dans la rue (certaines ne restant sans domicile que

très peu de temps). Les va-et-vient entre les divers modes d'accueil ou entre la rue et une situation moins dramatique s'avèrent très fréquents.

Qui sont les SDF ?

Le stéréotype de la « cloche », homme d'un certain âge passablement crasseux et aviné, doit être complètement revu² :

- Plus d'un tiers des SDF sont des jeunes de 18-29 ans.
- Un quart sont accompagnés d'enfant.
- Les étrangers sont surreprésentés (4 fois plus que dans l'ensemble de la population française).
- Un tiers occupe un emploi (ouvriers ou employés).
- Les sans-domicile ne consomment pas plus d'alcool que l'ensemble de la population d'âge équivalent (BECK, LE-GLYEY et SPILKA).
- Les origines de l'absence de domicile sont : le départ du domicile conjugal (26 %), la séparation avec les parents (21 %), l'arrivée d'un autre pays (19 %), une expulsion ou l'impossibilité de payer son loyer (16 %)³.
- Sans véritable déterminisme, un certain nombre de facteurs favorisant l'exclusion, notamment dans le contexte familial,

ont pu être identifiés (J.M. FIRDION). Ainsi les personnes ayant fait l'objet d'une mesure de placement représentent 23 % des SDF contre 2 % dans la population générale. L'absence d'a-touts (scolaire, financier...) et de soutien familial (88,7 % des sans-abri) sont des caractéristiques largement partagées au sein de cette population ⁴.

- Les SDF sont une catégorie particulière au sein d'une population plus large souffrant du chômage et du mal-logement, « *un cas extrême d'un problème plus général* » (C. BROUSSE). Les sans-abri se démarquent simplement par un manque de ressources encore plus pénalisant : chômeurs, célibataires, immigrés, sans qualification, etc. Il existe un dégradé de situations allant des SDF aux ménages pauvres. Certaines familles en grande difficulté occupant un logement doivent aussi faire appel aux services de distribution de repas ; elles constituent une « *forme discrète de pauvreté* » (M. MARPSAT).

Quelle solution apportée au problème des sans-domicile ?

Toutes ces enquêtes « *pointent les faiblesses de l'État-providence* ³ ». Si la



question des SDF s'inscrit dans la problématique plus vaste de la pauvreté et du mal-logement, force est de constater que les pouvoirs publics ne se démènent pas sur ces sujets. Le dernier rapport de l'ONPES souligne une remontée de la pauvreté depuis 2003 et le gouvernement cherche à assouplir la loi SRU relative aux logements sociaux plutôt qu'accroître leur nombre à un niveau suffisant pour résoudre la crise du logement ⁴.

Le « plan hiver » prévoit 100 000 places d'accueil d'urgence (4 200 de plus que l'an passé). D'ici janvier, 1 100 places seront destinées à héberger pendant plusieurs semaines les personnes en grande exclusion dans des centres ouverts 24h/24 en région parisienne. Mais, il y aurait seulement 60 000 places stables pour près de 90 000 SDF et environ 2 000 personnes à la rue à Paris ⁵.

(suite page 14)

(suite de la page 13)

Ces mesures ont d'ailleurs été imposées sous la pression de l'action menée l'hiver dernier par Médecins du Monde qui a distribué des dizaines de tentes à des SDF, notamment pour rendre ce problème plus visible ⁶. En outre, ce dispositif reste théorique car de nombreux SDF refusent de dormir dans des foyers ⁷ (vol, agression, problème des horaires d'ouverture...). La seule solution consiste à offrir à tous un habitat décent, donc de s'atteler véritablement à résoudre la crise du logement et par conséquent à lutter contre la persistance de la pauvreté. Des objectifs bien éloignés de la politique des pouvoirs publics qui consiste plutôt à jeter des squatters, y compris des enfants, à la rue. Le salut des SDF vient d'initiatives de solidarité d'individus et d'associations qui pratiquent l'action directe et font le choix de gérer eux-mêmes cette question. Pourtant, éradiquer ce fléau n'a rien d'irréalisable dans un pays dont le PIB atteint 1 700 milliards d'euros, qui multiplie les cadeaux aux n a n t i s (baisse de l'impôt direct bénéficiant surtout aux ménages les plus riches, exonérations sur les droits de succession et les donations...) et compte 2

millions de logements inoccupés ⁸. Le fait que l'État préfère user de la force coercitive pour expulser des locataires insolvable plutôt que de réquisitionner des appartements pour les nécessiteux est révélateur de sa véritable nature : défendre un système, pourtant injuste, et ses classes dirigeantes. Aider les sans-abri et les plus démunis impliquerait de remettre en cause le principe de propriété privée et une vision marchande de la société : le logement est défini comme un produit marchand et non un besoin vital.

Remédier au problème des sans-domicile revient donc à réaliser une véritable révolution sociale.

1 - *Rapport de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006*, p.25.

2 - *Économie & statistique n° 391-392*, octobre 2006. Synthèse d'une enquête INSEE de 2001 sur les « personnes fréquentant les services d'hébergement ou les distributions de repas chauds ». Cet article et tous les travaux tirés de cette enquête sont disponibles sur le site de l'INSEE.

3 - « Une enquête de l'INSEE sur les SDF décrypte les facteurs de l'exclusion », *Le Monde*, 27 octobre 2006.

4 - 3 millions de mal-logés et 400 000 habitats insalubres et un déficit de 900 000 logements sociaux par rapport aux besoins réels alors qu'on compte 2 millions de logements vacants. « M. Sarkozy veut un recensement » et « Une conséquence de la pénurie de logements à loyers modérés et destinés aux grandes familles », *Le Monde*, 27 août 2005.

5 - « SDF : l'extrême précarité comme héritage familial », *Libération*, 26 octobre 2006.

6 - « Des tentes pour les sans-abri », *Libération*, 21 décembre 2005.

7 - « Ces SDF parisiens qui préfèrent vivre à la rue que dans un foyer », *Le Monde*, 4 août 2006.

8 - « La proportion de logements vacants la plus faible depuis 30 ans », *INSEE Première n° 880*, janvier 2003. La moitié sont antérieurs à 1945, mais tous les logements vacants ne sont pas vétustes : 5 % des logements neufs sont inoccupés. Selon l'*Enquête Patrimoine 1998* de l'INSEE, 160 000 ménages possèdent plus de 5 appartements (cité in *Le Monde libertaire n° 1448*, 28 septembre - 4 octobre 2006).



Syndicat intercorporatif
de Châteauroux

Brèves internationales



Russie

Notre compagne Olga SMIRNOVA de St-Pétersbourg a été licenciée pour avoir fait de la propagande anarcho-syndicaliste sur son lieu de travail.

Les mentions négatives figurant sur son livret de travail, suite à son licenciement, rendent difficile la recherche d'un nouvel emploi. Elle a deux enfants à sa charge.

Parce qu'elle travaillait dans une usine militaire (ARSENAL), elle est inquiétée par la police politique russe. Nos camarades de la CRAS (section russe de l'AIT, dont Olga fait partie) nous rappellent que la Russie vit sous la dictature d'une entente entre cette police (dont Poutine est issu) et la mafia. Il faut donc prendre au sérieux les menaces qui pèsent sur Olga.

Source : KRAS, section russe de l'AIT



Espagne

La grève à MERCADONA dure maintenant depuis près de huit mois. La répression s'accroît. Outre les trois compagnons de la CNT espagnole renvoyés en mars 2006, trois autres travailleurs ont été licenciés en septembre et en octobre : tous membres du Comité de Grève, et l'un d'eux secrétaire de la section syndicale CNT.

Le soutien international est plus que jamais nécessaire.

Source : CNTe, section espagnole de l'AIT.

Unions régionales

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre: CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux, **UR Midi-Pyrénées:** CNT-AIT, BP 158, 81001 Montauban, **UR Paris et Nord:** CNT-AIT, BP 352, 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine:** CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée:** CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'académie, 13001, Marseille, **UR Normandie-Bretagne:** CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6, **En Rhône-Alpes:** CNT-AIT/SII, BP 223, 38405, Saint Martin d'Hères cedex.

Qu'est-ce que la CNT?

Nous sommes les héritiers de la CGT du début du siècle jusqu'à 1920, date à laquelle elle fut aspirée par le marxisme. La CNT française fut créée en 1946, selon les principes du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle et en référence à la CNT espagnole (anarchosyndicaliste et fer de lance de la révolution sociale de 1936). Nous sommes indépendants de tous parti politique, non pas parce que nous nous désintéressons de la politique, mais surtout par refus de déléguer l'aspect revendicatif, au travers des luttes au quotidien, et politique par notre but, la transformation radicale de la société.

Aujourd'hui nous sommes un des derniers (sinon le dernier) syndicats à se réclamer de la lutte des classes, puisque même la CGT a supprimé de ses statuts « la lutte contre l'exploitation capitaliste », et « la socialisation des moyens de production », lors de son dernier congrès en décembre 1995, en plein mouvement social !!!

La CNT est-elle archaïque ou fidèle aux travailleurs de tous pays ? Une chose est certaine, les théories libérales datant de plus d'un siècle sont plus que jamais appliquées, les noms des travailleurs changent (employés techniciens de surface pour balayeurs...) mais l'exploitation, elle, demeure...

Un syndicat qui refuse la cogestion du système capitaliste et étatique.

Refusant la délégation de pouvoir, nous ne participons pas aux élections professionnelles (ni aux autres d'ailleurs) qui divisent les travailleurs au lieu de les unir : les élus n'auront derrière eux que des voix, peu d'adhérents et encore moins de militants (les élections professionnelles devenant le tiercé des patrons). Étant persuadés que les délégués des travailleurs doivent être mandatés pour des choses précises et définies par les assemblées générales, ils doivent également être révocables à tout moment par ces dernières.

Pas de chèque on blanc, pas de culte de la personnalité, tout le pouvoir à la base. Ce principe a été réaffirmé lors de notre congrès de 1993, notre analyse est la suivante participer à divers organismes professionnels, ou administratifs (considérés par quelques illuminés comme la victoire de la démocratie), revient à accepter le système et même pire, à le cogérer. Que peut faire un élu seul face à l'administration ou aux patrons ? Il devient « raisonnable », il « comprend » les difficultés du patronat et peut même aller jusqu'à devoir expliquer devant ses collègues pourquoi ils doivent réduire leur salaire... car les intérêts des travailleurs sont exactement opposés à ceux du patronat ou de l'état.

L'égalité comme base, la fraternité comme moyen, la liberté comme but.

Si nous refusons les systèmes existants cela ne signifie pas que nous refusons toute forme d'organisation. Nous sommes persuadés que la fin est dans les moyens.

Contrairement au modèle marxiste, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'en passer par la dictature du prolétariat pour parvenir au socialisme, ce qui d'ailleurs conduit aux dérives que l'on sait ; l'État n'a pas déperissé dans l'ex-URSS (sans parler du stalinisme et de ses horreurs) et la Russie d'aujourd'hui fait l'expérience d'un capitalisme sauvage.

Nous pensons également qu'il est carrément utopique de vouloir instaurer le socialisme par la réforme (depuis 81, nous avons attendu en vain l'avènement du socialisme, à la place nous avons eu droit à un capitalisme soft et bon chic bon genre).

Pour nous l'éducation des travailleurs se fait avec eux et par eux-mêmes. N'étant pas un syndicat de services comme il en existe beaucoup d'autres, nous ne recherchons pas à tout prix à avoir le plus d'adhérents possible, ce que nous voulons, ce sont des militants. Une lutte doit se faire dans l'unité, c'est pourquoi nous revendiquons que les luttes se fassent par des assemblées générales souveraines, avec des délégués mandatés pour des tâches précises et révocables à tout moment par ces AG en cas de non respect de leur mandat, de façon à ce que la base garde le contrôle des négociations. Et pour faire cela, nul besoin d'être syndiqué, il suffit d'être concerné...

Notre objectif est la transformation radicale de la société.

Pour cela, nous n'avons pas de programme préétabli, rigide et invariable. Nous avons un cadre le fédéralisme autogestionnaire, un principe ; l'anti-autoritarisme. Un projet social s'élabore avec tous puisqu'il est pour tous. Les choses évoluant au fil des années, il est possible que ce que nous voulons aujourd'hui ne soit plus adapté dans dix ou vingt ans, à la nouvelle situation, ni même à la nouvelle génération... Mais une chose est sûre, nous sommes profondément attachés à la liberté de l'individu que nous ne braderons pas en acceptant la délégation de pouvoir.